



**CTB**

Insérer logo partenaire ici

# **RAPPORT ANNUEL 2011**

## **PROJET D'APPUI INSTITUTIONNEL A L'EDUCATION**

**BDI 07 044 11**

DOCUMENT TYPE: Template	DOCUMENT TITLE : Annual report	DOCUMENT OWNER : M. Van Parijs, M&E expert	DATE OF APPLICATION : Q4_2011	VERSION : 2.0
----------------------------	-----------------------------------	---	----------------------------------	------------------

<b>ABRÉVIATIONS .....</b>	<b>3</b>
<b>1 FICHE PROJET .....</b>	<b>4</b>
<b>2 RESUME .....</b>	<b>5</b>
2.1 APERÇU DE L'INTERVENTION .....	5
2.2 POINTS SAILLANTS .....	5
2.3 RISQUES CLE .....	6
2.4 LEÇONS APPRISES ET RECOMMANDATIONS CLE.....	6
<b>3 ANALYSE DE L'INTERVENTION.....</b>	<b>7</b>
3.1 CONTEXTE.....	7
3.1.1 <i>Evolution du contexte</i> .....	7
3.1.2 <i>Ancrage institutionnel</i> .....	7
3.1.3 <i>Modalités d'exécution</i> .....	7
3.1.4 <i>Dynamique « Harmo »</i> .....	8
3.2 OBJECTIF SPECIFIQUE .....	9
3.2.1 <i>Indicateurs</i> .....	9
3.2.2 <i>Analyse des progrès réalisés</i> .....	10
3.2.3 <i>Risques et hypothèses</i> .....	11
3.2.4 <i>Critères de qualité</i> .....	11
3.2.5 <i>Impact potentiel</i> .....	12
3.2.6 <i>Recommandations</i> .....	12
3.3 RESULTAT 1 .....	13
3.3.1 <i>Indicateurs</i> .....	13
3.3.2 <i>Bilan activités</i> .....	13
3.3.3 <i>Analyse des progrès réalisés</i> .....	14
3.3.4 <i>Risques et hypothèses</i> .....	14
3.3.5 <i>Critères de qualité</i> .....	15
3.3.6 <i>Exécution budgétaire</i> .....	15
3.3.7 <i>Recommandations</i> .....	15
<b>4 THEMES TRANSVERSAUX .....</b>	<b>22</b>
4.1 GENRE .....	22
4.2 ENVIRONNEMENT .....	22
<b>5 DECISIONS PRISES PAR LA SMCL &amp; SUIVI.....</b>	<b>23</b>
<b>6 LEÇONS APPRISES .....</b>	<b>24</b>
<b>7 ANNEXES .....</b>	<b>25</b>
7.1 CADRE LOGIQUE .....	25
7.2 ACTIVITES M&E .....	25
7.3 RAPPORT "BUDGET VERSUS ACTUELS (Y – M)" .....	25
7.4 BENEFICIAIRES .....	28
7.5 PLANIFICATION OPERATIONNELLE Q1-2011.....	29

DOCUMENT TYPE: Template	DOCUMENT TITLE : Annual report	DOCUMENT OWNER : M. Van Parijs, M&E expert	DATE OF APPLICATION : Q4_2011	VERSION : 2.0
----------------------------	-----------------------------------	---	----------------------------------	------------------

## Abréviations

<Notez toutes les abréviations utilisées dans le Rapport Annuel (alphabétique; voir exemples ci-dessous)>

AIE	Appui Institutionnel à l'Education
AT	Assistant technique
BDPE	Autre désignation (dans le DTF) du BPSE.
BPSE	Bureau de le Planification et des Statistiques de l'Education
CDMT	Cadre des Dépenses à Moyen Terme
CSLP	Cadre Stratégique de Lutte contre la Pauvreté
CTB	Coopération Technique Belge
DG	Directeur général
DPE	Direction Provinciale de l'Education
FCE	Fonds Commun de l'Education
GSE	Groupe Sectoriel Education
M&E	Monitoring and Evaluation
MEB	Abréviation pour Ministère de l'enseignement de base et secondaire, de l'enseignement des métiers, de la formation professionnelle et de l'alphabétisation. Parfois ce ministère est désigné par le sigle MEBSEMFPFA
MENRS	Ministère de l'Education Nationale et de la Recherche Scientifique : C'est ce seul ministère qui existait lorsque le DTF a été écrit.
MESRS	Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique
ONG	Organisation Non Gouvernementale
PSDEF	Plan Sectoriel de Développement de l'Education et de la Formation
PTF	Partenaires Techniques et Financiers
SMCL	Structure mixte de concertation locale

DOCUMENT TYPE: Template	DOCUMENT TITLE : Annual report	DOCUMENT OWNER : M. Van Parijs, M&E expert	DATE OF APPLICATION : Q4_2011	VERSION : 2.0
----------------------------	-----------------------------------	---	----------------------------------	------------------

## 1 Fiche projet

Nom Projet	Appui Institutionnel au ministère de l'Education Nationale et de la Recherche Scientifique
Code Projet	BDI 0704411
Zone d'intervention	Bujumbura (Burundi)
Budget	800 000 € (contribution belge)
Personnes clés	Serge Cuenin (assistant technique) Oscar Bazikamwe (Directeur d'intervention)
Instance Partenaire	Bureau de la Planification et des Statistiques de l'Education (Ministère de l'Enseignement de Base et Secondaire, de l'Enseignement des Métiers, de la Formation Professionnelle et de l'Alphabétisation) Bujumbura ; tél : 257 22 22 89 76
Date Convention de mise en œuvre	31 octobre 2008
Durée (mois)	36
Groupes cibles	1) Ministère de l'Enseignement de Base et Secondaire, de l'Enseignement des Métiers, de la Formation Professionnelle et de l'Alphabétisation 2) Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique
Objectif Global	Le fonctionnement du secteur de l'Education est amélioré
Objectif Spécifique	Les capacités de planification, de coordination et de suivi évaluation du secteur de l'éducation sont renforcées
Résultats attendus	1. Le MENRS a mis en place un système intégré de planification, de coordination et de suivi évaluation du secteur de l'éducation qui lui permet une programmation plus efficace.
	2. Les compétences de planification, de coordination et de suivi-évaluation sont renforcées.
	3. Le cycle de planification est mis en application.

## 2 Résumé

### 2.1 Aperçu de l'intervention

Logique d'intervention	Effizienz	Efficacité	Durabilité
Objectif Spécifique	B	B	C
Résultat 1	C	C	C
Résultat 2	B	B	B
Résultat 3	C	C	C

Budget initial	Dépense par année (milliers €)	Dépenses totales année N (31/12/2011) (milliers €)	Solde budget (milliers €)	Taux d'exécution
800 000 €	2009 : 206,8 2010 : 187,4 2011 : 225,2	622,9	177,1	78%

### 2.2 Points saillants

#### 1) Un contexte toujours en évolution

- Rappel : Non endossement du PSDEF en août 2009 alors que le projet devait appuyer la mise en œuvre de ce plan
- Deux restructurations administratives du secteur avec des mois d'incertitude quant aux organigrammes des nouvelles structures
- Décision présidentielle en août 2010 d'instaurer un enseignement fondamental de 9 ans à la place de l'enseignement primaire de 6 ans.

#### 2) Des retards dans les prises de décision ministérielles

- Un an d'attente avant que le troisième organigramme ministériel du principal ministère (plus de 80% des crédits publics du secteur) soit complété avec la nomination de 13 directeurs et assimilés.
- Retards importants dans la fixation des paramètres indispensables pour chiffrer les conséquences de la mise en place de l'enseignement fondamental.

#### 3) Des relations difficiles avec certains PTF

- Chevauchement de certaines attributions du projet et du FCE
- Mise à l'écart systématique du projet par le conseiller technique du chef de file des PTF avec l'aval de celui-ci.

DOCUMENT TYPE: Template	DOCUMENT TITLE : Annual report	DOCUMENT OWNER : M. Van Parijs, M&E expert	DATE OF APPLICATION : Q4_2011	VERSION : 2.0
----------------------------	-----------------------------------	---	----------------------------------	------------------

## 2.3 Risques clé

- Chevauchements entre projets et assimilés (FCE)

## 2.4 Leçons apprises et recommandations clé

- Eviter le chevauchement des attributions d'un éventuel nouveau projet d'appui institutionnel avec celles du FCE

DOCUMENT TYPE: Template	DOCUMENT TITLE : Annual report	DOCUMENT OWNER : M. Van Parijs, M&E expert	DATE OF APPLICATION : Q4_2011	VERSION : 2.0
----------------------------	-----------------------------------	---	----------------------------------	------------------

## 3 Analyse de l'intervention

### 3.1 Contexte

#### 3.1.1 Evolution du contexte

Au plan institutionnel, l'incertitude a continué de peser sur le fonctionnement du principal ministère : l'organigramme adopté en 2010 après bien des tâtonnements n'a été complété qu'en novembre 2011 avec la nomination de 13 directeurs.

Au niveau de la politique sectorielle, les conséquences de deux événements non prévus par le DTF ont commencé à se manifester avec (i) les travaux de préparation de la mise en place d'un enseignement fondamental de 9 ans à compter de septembre 2012 et (ii) le début effectif des travaux d'actualisation du plan sectoriel de 2009 (PSDEF) suite à son non endossement en 2009.

Le projet s'est impliqué dans ces deux types de travaux à la demande des autorités ministérielles et parce qu'il avait les compétences requises pour proposer des solutions aux responsables, notamment dans le cadre de :

- La sous-commission technique de l'enseignement fondamental chargée des défis et des solutions
- Les groupes de travail mis en place pour actualiser l'état des lieux du secteur éducation en 2009/10
- L'équipe technique nationale chargée d'actualiser le modèle de simulation permettant de définir un nouveau scénario pour 2020.

#### 3.1.2 Ancrage institutionnel

Score: Approprié

On a mentionné plus haut la fragilité institutionnelle due à l'absence de nomination des responsables de nombreux départements et services de l'administration centrale. Les actions prévues dans le DTF en direction de ces responsables n'ont pas eu lieu.

#### 3.1.3 Modalités d'exécution

Score: Approprié

DOCUMENT TYPE: Template	DOCUMENT TITLE : Annual report	DOCUMENT OWNER : M. Van Parijs, M&E expert	DATE OF APPLICATION : Q4_2011	VERSION : 2.0
----------------------------	-----------------------------------	---	----------------------------------	------------------

Le projet s'est efforcé de répondre aux demandes des responsables ministériels dans les deux domaines mentionnés plus haut : mise en place de l'enseignement fondamental et planification.

### 3.1.4 Dynamique « Harmo »

La coordination est effectuée à deux niveaux :

- (i) dans les groupes thématiques fonctionnant effectivement (primaire, secondaire technique et professionnel, planification et gestion financière) qui réunissent des représentants de l'administration centrale et des PTF ;
- (ii) dans les réunions périodiques des ONG actives dans l'éducation.

Depuis 2010, l'AT du projet n'est plus convoqué aux travaux du Groupe Sectoriel de l'Education (GSE) qui, désormais, ne concerne qu'un petit nombre de personnes. C'est le chef de file des PTF en 2010 qui a estimé qu'il y avait trop de participants aux premières réunions du GSE. Il importait de réduire ce nombre pour faciliter la prise de décisions stratégiques. Le projet ne connaît pas la teneur des discussions qui ont sans doute eu lieu entre les PTF et les ministres concernés pour arriver à la composition actuelle du GSE. On notera cependant que l'AT appuyant le FCE sur financement AFD a toujours été membre du GSE sans qu'on puisse trouver d'explication logique à nos yeux à cette présence.

Jusqu'ici, faute d'appliquer le PSDEF, le partenaire n'avait pas de stratégie d'ensemble bien que des stratégies sous-sectorielles aient été définies (formation professionnelle et métiers, d'un côté et enseignement supérieur, de l'autre) mais pas encore mises en œuvre.



DOCUMENT TYPE: Template	DOCUMENT TITLE : Annual report	DOCUMENT OWNER : M. Van Parijs, M&E expert	DATE OF APPLICATION : Q4_2011	VERSION : 2.0
----------------------------	-----------------------------------	---	----------------------------------	------------------

## 3.2 Objectif spécifique

### 3.2.1 Indicateurs

La plupart des indicateurs proposés ne sont pas chiffrables. Le projet reposait fondamentalement sur l'existence d'un plan sectoriel validé dont il fallait appuyer la mise en œuvre en insistant sur la dimension formation des agents directement concernés par cette mise en œuvre. En l'absence d'un PSDEF validé, il n'y a pas eu de plan d'action qui lui serait rattaché mais seulement un chiffrage d'un « plan analytique » qui n'est qu'un cadre de regroupement des dépenses sans perspective dynamique.

Dès lors, la plupart des indicateurs retenus pour l'objectif spécifique devenaient inopérants.

Compte tenu de ce contexte, le projet a mis l'accent sur la formation en profondeur de 4 cadres qui seront rattachés au BPSE à la fin du projet. Ce bureau pourra donc mieux encadrer les travaux de planification, de programmation, de coordination et de suivi évaluation sans dépendre autant que par le passé de l'expertise internationale.

<b>Objectif spécifique: Les capacités de planification, de coordination et de suivi évaluation du secteur de l'éducation sont renforcées.</b>						
Indicateurs	Valeur 'Baseline'	Progrès année N-1	Progrès année N	Valeur Cible année N	Valeur cible	Commentaires
Evolution du % d'exécution du plan d'action	?					Pas de plan d'action mis en place suite au refus par les PTF d'e l'endosser le projet de plan sectoriel.
Le niveau des compétences du niveau central d'assurer une planification claire, priorisée et un suivi du secteur de l'éducation	?					
Nombre de chefs de Direction et de Service aptes à élaborer des plans annuels et des budgets	?					La majorité des responsables situés au-dessous des 5 directeurs généraux étaient en position d'intérimaire et parfois la position n'avait pas de directeur, même intérimaire.
Plans et leur revue (annuelle) fait suivant une démarche participative / normative et un calendrier fixe	?					L'actualisation du PSDEF a fait l'objet d'un atelier national spécifique et de plusieurs réunions animées par le projet.
Augmentation des fonds de financement (domestiques et extérieurs) mobilisés pour le secteur de l'éducation au Burundi	?	Valeur recensée : 242 Milliards FBU	Valeur recensée : 247 Milliards FBU			La progression constatée vient aussi d'une meilleure prise en compte des acteurs concernés.
Synchronisation de la planification de l'éducation et le cycle du budget national et la planification du CSLP	?					La nouvelle version du CSLP a été publiée en décembre 2011. Pour l'éducation, son élaboration, ainsi que celle du CDMT, ont été préparées principalement par le Bureau de la Planification et des

DOCUMENT TYPE: Template	DOCUMENT TITLE : Annual report	DOCUMENT OWNER : M. Van Parijs, M&E expert	DATE OF APPLICATION : Q4_2011	VERSION : 2.0
----------------------------	-----------------------------------	---	----------------------------------	------------------

						Statistiques de l'Education appuyé par le projet.
--	--	--	--	--	--	--

### 3.2.2 Analyse des progrès réalisés

#### 1) Lien entre les résultats et l'objectif spécifique

A la fin de l'année 2011, les 4 cadres redéployés au sein du projet pour améliorer leurs capacités de planification avaient participé aux activités du projet depuis 1,5 an au lieu de 2,7 ans s'ils avaient été nommés tout de suite. Leurs capacités de planification ont été renforcées grâce aux travaux réalisés tout au long de l'année 2011. Ces travaux ont porté notamment sur deux aspects : (i) prévisions à long et moyen termes à l'aide de simulations et (ii) recensement et analyse des prévisions des acteurs extérieurs intervenant dans l'éducation (une trentaine).

De plus, Il n'y a pas eu de coordination systématique assurée par le projet car (i) le plan d'action du plan sectoriel n'est toujours pas disponible et (ii) la coordination était en partie assurée par d'autres structures.

Enfin, Le suivi évaluation a été abordé en sélectionnant, en chiffrant et en regroupant de manière analytique des indicateurs. Ceci représente la maquette du tableau de bord qui pourra être utilisé pour suivre la mise en œuvre du plan sectoriel après sont actualisation.

#### 2) Points sensibles et facteurs d'influence

On peut affirmer que, malgré le temps relativement court passé au sein du projet par les 4 cadres nationaux, leurs capacités en planification auront été significativement accrues. En cela, l'objectif spécifique peut être considéré comme atteint au moins en partie puisqu'au total leur formation aura duré en moyenne 22 mois au lieu de 36, soit 60% du temps prévu dans le DTF.

En revanche, le projet n'a pu intervenir que marginalement au niveau du secteur de l'éducation : (i) plusieurs réunions techniques assurées par le projet et concernant des responsables administratifs centraux du ministère de l'enseignement de base, (ii) animation de réunions pour les ONG internationales actives dans l'éducation, (iii) rencontres et dialogues constants avec une trentaine d'acteurs impliqués dans l'éducation. Il faut donc éviter d'assimiler le secteur éducation à la seule administration ministérielle.

#### 3) Résultats non prévus

Un événement non prévu lors de la rédaction du DTF a affecté

profondément le développement du projet : le non endossement du PSDEF par les principaux PTF en août 2009 et l'imposition d'un plan analytique à chiffrer qui est un outil très différent d'un plan sectoriel. Ce n'est qu'en octobre 2010 que certains PTF ont guidé le ministre vers le Pôle Education de Dakar pour réécrire le plan sectoriel sans tenir compte des capacités nationales et autres disponibles pour actualiser le document disponible depuis juin 2009 et validé, sous certaines réserves, par le Gouvernement en octobre 2010. Tout ceci a stoppé le processus sur lequel le DTF s'appuyait pour justifier l'action du projet.

### 3.2.3 Risques et hypothèses

Risque (décrire)	Probabilité (score)	Incidences potentielles		Niveau de Risque (score)
		Décrire	Score	
Efficienc e : Chevauchement entre projets	Elevé	Les difficultés de positionnement par rapport au FCE ont continué en 2011. Elles s'arrêteront avec la fin du projet qui est proche	Elevé	C
Efficacit é : Collaboration insuffisante entre les différents bénéficiaires de l'intervention	Moyen	Avec la fin du projet, les différents acteurs peuvent être amenés à poursuivre leurs activités sans se référer explicitement aux orientations du PSDEF	Moyen	B
Durabilit é : Mobilité du personnel	Moyen	Certains des 4 cadres formés par le projet peuvent quitter l'administration centrale lors de leur retour au sein du BPSE	Moyen	B

### 3.2.4 Critères de qualité

Critères	Score	Commentaires
Efficienc e	B	Les querelles sur certaines questions méthodologiques ont été mises de côté.
Efficacit é	B	Le projet répond aux besoins exprimés par les responsables ministériels en matière de planification
Durabilit é	C	Le transfert de compétence s'est sensiblement développé depuis l'évaluation à mi-parcours.

DOCUMENT TYPE: Template	DOCUMENT TITLE : Annual report	DOCUMENT OWNER : M. Van Parijs, M&E expert	DATE OF APPLICATION : Q4_2011	VERSION : 2.0
----------------------------	-----------------------------------	---	----------------------------------	------------------

		Le leadership national est toujours aussi faible.
<b>Pertinence</b>	B	Les apports du projet dans les travaux de planification sont bien reconnus.

### 3.2.5 Impact potentiel

L'impact potentiel recherché est de permettre au BPSE de disposer en premier lieu d'outils de planification, de programmation et de suivi évaluation et, en second lieu, de personnel formé pour utiliser efficacement ces outils. Ceci devrait conduire à moins recourir dans l'avenir à une assistance technique extérieure.

Les efforts récents pour familiariser les quatre cadres du BPSE redéployés dans le projet seront poursuivis intensément jusqu'à la fin de celui-ci. On peut donc raisonnablement estimer que l'impact potentiel recherché devrait être atteint en matière de planification. En revanche, la clôture prochaine du projet empêchera d'atteindre correctement l'impact recherché tant dans la programmation que dans le suivi évaluation.

### 3.2.6 Recommandations

Recommandations	Source	Acteur	Deadline
Si un prochain projet d'appui institutionnel est créé, être très attentif au risque de chevauchement des attributions avec celles du FCE.	3.2.3	Responsables CTB	Q2 et Q3 de N+1

DOCUMENT TYPE: Template	DOCUMENT TITLE : Annual report	DOCUMENT OWNER : M. Van Parijs, M&E expert	DATE OF APPLICATION : Q4_2011	VERSION : 2.0
----------------------------	-----------------------------------	---	----------------------------------	------------------

## 3.3 Résultat 1

### 3.3.1 Indicateurs

Résultat 1: Le MENRS a mis en place un système intégré de planification, de coordination et de suivi évaluation du secteur de l'éducation qui lui permet une programmation plus efficace						
Indicateurs DTF	Valeur 'Baseline'	Progrès année N-1	Progrès année N	Valeur Cible année N	Valeur cible	Commentaires
1. Nombre de cadres recrutés pour renforcer le Bureau de la Planification de l'Education (BDPE) dont les profils sont adaptés aux fonctions à remplir						Les 4 cadres ont été recrutés entre mars et septembre 2010. Ils n'avaient pas vraiment le profil adapté. Deux sur quatre ont été désignés par le ministre d'alors sans concertation.
2. Guide de planification et plan d'organisation des ateliers élaboré et disponible						Si les étapes du cycle de planification ont été décrites et assimilées par les cadres du BPSE, il n'y a pas eu d'ateliers de planification organisés en direction des personnels du MEB car (i) tous les responsables n'étaient pas nommés et (ii) les éléments du plans sectoriel et, surtout, de la programmation qui doit l'accompagner, n'étaient pas assez précis pour que des ateliers apportent une réelle valeur ajoutée aux participants.
3. Dispositif de suivi évaluation élaboré et opérationnel						Les indicateurs se situent dans deux optiques : niveaux d'enseignement et cadre analytique. Un chiffrage a déjà été fait depuis deux ans pour le primaire. Il reste à introduire une dernière dimension : le plan sectoriel et sa déclinaison à travers les plans d'action.

### 3.3.2 Bilan activités

Activités selon DTF <i>(Voir lignes directrices pour l'interprétation des scores)</i>	Déroulement				Commentaires (uniquement si la valeur est C ou D)
	A	B	C	D	
1. Doter le BPSE de conditions de travail et de ressources humaines adéquates pour accomplir leur mission de planification, de coordination et de suivi évaluation du secteur de l'éducation		x			
2. Décrire un dispositif de planification intégré pour le secteur		x			
3. Préparer les outils de planification		x			
4. Développer un dispositif adapté de suivi évaluation			x		La clôture prochaine du projet ne permettra pas de tester en situation réelle les maquettes élaborées.

### 3.3.3 Analyse des progrès réalisés

#### 1) Lien entre les activités et les résultats

Le projet n'a pas pu développer sa vision du cycle de planification car certains PTF ont préféré recourir à une expertise étrangère. Celle-ci, après plus d'une année d'intervention, n'a toujours pas livré des produits attendus, notamment le Rapport d'état du système éducatif national (RESEN) qui est nécessaire pour disposer de valeurs sûres lors de l'année de base sur laquelle s'appuie le modèle de simulation. Ce RESEN est aussi nécessaire pour rédiger une partie du nouveau plan sectoriel.

#### 2) Points sensibles et facteurs d'influence

Le projet est donc partie prenante d'un processus qui fédère plusieurs acteurs. Les outils développés lors de la première année de fonctionnement du projet sont donc en partie inapplicables.

A ces difficultés, il faut ajouter la persistance des divergences de vue entre le projet et certains représentants des PTF sur la façon d'adapter le PSDEF : alors que le projet et les principaux acteurs nationaux ayant rédigé le plan sectoriel non endossé étaient d'accord pour actualiser rapidement le PSDEF par une équipe associant des responsables nationaux, des PTF et des experts sur place, le chef de file a préféré faire appel à des experts extérieurs seulement en octobre 2010.

#### 3) Résultats non prévus

Rien à signaler

### 3.3.4 Risques et hypothèses

Risque (décrire)	Probabilité (score)	Incidences potentielles		Niveau de Risque (score)
		Décrire	Score	
Efficiencia : Chevauchement entre projets	Elevé	Les difficultés de positionnement par rapport au FCE ont continué en 2011. Elles s'arrêteront avec la fin du projet qui est proche	Elevé	C
Efficacité : Collaboration insuffisante entre les différents bénéficiaires de l'intervention	Moyen	Avec la fin du projet, les différents acteurs peuvent être amenés à poursuivre leurs activités sans se référer explicitement aux orientations du PSDEF	Moyen	B

### 3.3.4 Critères de qualité

Critères	Score	Commentaires
Efficienc	C	Il restera à harmoniser les termes de référence du FCE et ceux du prochain projet d'appui institutionnel s'il y en a un.
Efficacité	C	Ce n'est que lorsque le plan sectoriel sera adopté que l'on pourra développer concrètement les collaborations entre acteurs
Durabilité	C	Il restera à pérenniser les collaborations développées

### 3.3.5 Exécution budgétaire

Au 31/12/2011, le taux d'exécution de ce résultat était de 97%. Toutefois le calcul de l'exécution budgétaire doit être interprété en tenant compte de trois aspects :

- 1) Les rubriques prévues dans le budget du DTF sont trop hétérogènes
- 2) Les paiements et remboursements (décalés) des loyers ont été insérés depuis février 2011 dans trois lignes de ce budget
- 3) Il y a eu des réaffectations fin 2011 qui ont concerné certaines de ces lignes budgétaires.

### 3.3.6 Recommandations

Recommandations	Source	Acteur	Deadline
Si un prochain projet d'appui institutionnel est créé, il faudra être attentif au risque de chevauchement de ses attributions avec celles du FCE	3.2.3	Responsables CTB	Q2 et Q3 de N+1

DOCUMENT TYPE: Template	DOCUMENT TITLE : Annual report	DOCUMENT OWNER : M. Van Parijs, M&E expert	DATE OF APPLICATION : Q4_2011	VERSION : 2.0
----------------------------	-----------------------------------	---	----------------------------------	------------------

## 3.4 Résultat 2

### 3.4.1 Indicateurs

Résultat 2: Les compétences de planification, de coordination et de suivi évaluation sont renforcées						
Indicateurs DTF	Valeur 'Baseline'	Progrès année N-1	Progrès année N	Valeur Cible année N	Valeur cible	Commentaires
1. Programme de formation disponible et adopté par le ministère						L'effort ayant porté sur la formation des 4 cadres redéployés dans le projet, il n'a pas semblé nécessaire de formaliser un programme de formation. En effet, le type de formation étant majoritairement de la formation-action, c'est en travaillant ensemble à la résolution de nombreux problèmes que les compétences se sont progressivement améliorées.
2. Types de formations organisées et nombre de cadres ayant suivi une formation au niveau des DG et DPE						On a dit qu'étant donné l'absence de plan sectoriel comme guide, d'une part et l'absence de nomination de nombreux responsables de l'administration centrale, d'autre part, aucune formation n'avait été organisée pour cette administration. De même, au niveau des DPE, il n'y avait pas de plan d'action comme guide pour organiser des formations. De plus, on rappellera que les cadres nationaux ont été redéployés plus d'un an après le début du projet
3. Chaque cadre formé a produit un plan d'action validé par l'AT						Il n'y a pas de plan d'action propre à chaque cadre mais une programmation des activités concourant à un renforcement des compétences des quatre cadres concernés.
4. Evaluation interne des formations						L'évaluation de la formation action n'a pas été formalisée. Pour les formations classiques, l'évaluation a été faite à l'issue de chaque formation organisée



### 3.4.2 Bilan activités

Activités selon DTF <i>(Voir lignes directrices pour l'interprétation des scores)</i>	Déroulement				Commentaires (uniquement si la valeur est C ou D)
	A	B	C	D	
1. Un programme de formation est défini		x			
2. Mettre en œuvre le programme de formation		x			
3. Organiser et effectuer le suivi des formations		x			

### 3.4.3 Analyse des progrès réalisés

**Remarque préliminaire** : les formations ayant été organisées pour un très petit nombre de cadres qui étaient en permanence présents dans le projet, le caractère assez formel des résultats et des activités du DTF ne nous paraît pas vraiment adapté pour juger des progrès réalisés.

#### 1) Lien entre les activités et les résultats

Etant donné que les formations se déroulaient chaque jour de manière plus ou moins formelle au sein du projet (formation action) et de manière plus classique (formation à l'UNESCO / Paris), Le lien entre activités et résultats n'est pas possible à mettre en évidence. Cependant, étant donné qu'au départ ces cadres avaient peu de compétence attestée en planification, on peut dire qu'ils ont pu s'impliquer de plus en plus activement dans les réunions et les discussions relatives à la planification en général. En cela, il y a une action très positive de la formation sur le résultat 1.

#### 2) Points sensibles et facteurs d'influence

Les demandes d'expertise adressées par les responsables ministériels au projet sur des questions d'actualité ont permis aux cadres d'être en situation réelle et donc de devoir trouver rapidement des réponses pertinentes aux demandes formulées :

Exemple 1 : Plusieurs demandes formulées par le ministre pour chiffrer l'incidence financière de la mise en place de l'enseignement fondamental.

Exemple 2 : Les demandes de certains PTF sur la présentation analytique des dépenses du secteur, d'un niveau d'enseignement particulier (l'enseignement technique, la formation professionnelle ou encore l'enseignement des métiers demandés par l'AFD ou encore l'enseignement primaire demandé par le FCE).

Exemple 3 : les demandes d'information émanant de plusieurs ONG sur l'origine, la nature et la destination des contributions au secteur éducation.

#### 3) Résultats non prévus

DOCUMENT TYPE: Template	DOCUMENT TITLE : Annual report	DOCUMENT OWNER : M. Van Parijs, M&E expert	DATE OF APPLICATION : Q4_2011	VERSION : 2.0
----------------------------	-----------------------------------	---	----------------------------------	------------------

Rien à signaler

### 3.3.4 Risques et hypothèses

Risque (décrire)	Probabilité (score)	Incidences potentielles		Niveau de Risque (score)
		Décrire	Score	
Durabilité : Mobilité du personnel	Moyen	Certains des 4 cadres formés par le projet peuvent quitter l'administration centrale lors de leur retour au sein du BPSE	Moyen	B

### 3.4.4 Critères de qualité

Critères	Score	Commentaires
<b>Efficiace</b>	B	La disponibilité des cadres leur a permis d'être réactifs.
<b>Efficacité</b>	B	Les nombreux domaines ayant fait l'objet d'une formation ont permis aux cadres concernés d'être armés pour répondre aux objectifs qu'ils devront atteindre lorsque le projet sera terminé.
<b>Durabilité</b>	B	La diversité des formations devrait permettre au BPSE de fonctionner sans grande assistance extérieure.

### 3.4.5 Exécution budgétaire

Ce résultat a été exécuté à 71 % au 31 décembre 2011 par rapport à la somme prévue dans le DTF à la rubrique « Formation ». Il s'y ajoute une formation financée dans le cadre de la « Collecte de l'information et suivi » mais elle n'est pas comptabilisée dans le % indiqué ici.

### 3.4.6 Recommandations

Recommandations	Source	Acteur	Deadline
Il est important que les quatre cadres formés se sentent bien dans le BPSE où ils seront affectés dès la fin du projet. Si ce n'est pas le cas, ils risquent de se faire muter ailleurs où des avantages matériels sont plus importants.	3.3.4	Directeur BPSE	-

DOCUMENT TYPE: Template	DOCUMENT TITLE : Annual report	DOCUMENT OWNER : M. Van Parijs, M&E expert	DATE OF APPLICATION : Q4_2011	VERSION : 2.0
----------------------------	-----------------------------------	---	----------------------------------	------------------

## 3.5 Résultat 3

### 3.5.1 Indicateurs

Résultat 3: Le cycle de planification est mis en application						
Indicateurs DTF	Valeur 'Baseline'	Progrès année N-1	Progrès année N	Valeur Cible année N	Valeur cible	Commentaires
1. Le BPSE est outillé pour assurer la facilitation du cycle de planification						Les cadres recrutés, bien que n'ayant pas toujours le profil adapté aux fonctions à remplir, ont significativement amélioré leurs connaissances et des outils sont disponibles
2. Plans d'action ministériels et des sous-secteurs et PSDEF adapté						Si les étapes du cycle de planification ont été décrites et assimilées par les cadres du BPSE, il n'y a pas eu d'ateliers de planification organisés en direction des personnels du MEB car (i) tous les responsables n'étaient pas nommés et (ii) les éléments du plans sectoriel et, surtout, de la programmation qui doit l'accompagner, n'étaient pas assez précis pour que des ateliers apportent une réelle valeur ajoutée aux participants.
3. Evaluations concernant le processus de planification et les résultats atteints						Pas d'évaluation car le processus de planification est encore en cours
4. Existence et fonctionnalité d'un tableau de bord de suivi des interventions du secteur de l'éducation						Le dispositif est encore à l'état de maquette. Il devrait être utilisé dans les prochains mois en situation réelle mais le projet sera clos. Il appartiendra donc aux cadres formés d'appliquer ce dispositif.
5. Négociations ministérielles avec les partenaires sur les futures interventions, au regard des actions en cours et prévues dans le plan d'action						Pas encore de négociations sur ce point
6. Opérationnalité des dispositifs de stockage et d'accès à l'information (ateliers de planification)						La base de données sur les interventions prévues et passées des acteurs est opérationnelle.
7. Pourcentage de sous-secteurs dotés d'un document de politique sous-sectorielle						Les travaux sont en cours début 2012.

### 3.5.2 Bilan activités

Activités selon DTF <i>(Voir lignes directrices pour l'interprétation des scores)</i>	Déroutement				Commentaires (uniquement si la valeur est C ou D)
	A	B	C	D	
1. Production du plan d'action annuel et des revues sectorielles suivant le système de planification intégré			x		Le plan sectoriel n'étant pas encore élaboré, il n'y a donc pas de plan d'action.
2. Effectuer le suivi de la mise en œuvre des plans, évaluer la qualité des plans, améliorer le système de planification sur la base des évaluations			x		Cette étape n'interviendra que dans les prochains mois mais le projet sera clos.
3. Concertations avec les principaux partenaires et communication sur l'exercice de planification à travers l'organisation des ateliers de planification			x		Le projet participe en principe à ces concertations mais on a constaté qu'il en était parfois exclus (ex : Revue sectorielle conjoints de février 2011)

### 3.5.3 Analyse des progrès réalisés

#### 1) Lien entre les activités et les résultats

Pas de lien établi du fait du retard dans la mise en œuvre.

#### 2) Points sensibles et facteurs d'influence

Ces points ont déjà été mentionnés : (i) mésentente entre le pilotage du FCE et projet et (ii) retards continuels dans la mise en application de décisions au niveau du secteur.

#### 3) Résultats non prévus

L'intégration de la mise en place de l'enseignement fondamental a retardé beaucoup les travaux entrepris dans tout le sous-secteur.

### 3.3.4 Risques et hypothèses

Risque (décrire)	Probabilité (score)	Incidences potentielles		Niveau de Risque (score)
		Décrire	Score	

DOCUMENT TYPE: Template	DOCUMENT TITLE : Annual report	DOCUMENT OWNER : M. Van Parijs, M&E expert	DATE OF APPLICATION : Q4_2011	VERSION : 2.0
----------------------------	-----------------------------------	---	----------------------------------	------------------

Efficiency : Chevauchement entre projets	Elevé	Les difficultés de positionnement par rapport au FCE ont continué en 2011. Elles s'arrêteront avec la fin du projet qui est proche	Elevé	C
---	-------	--	-------	---

### 3.5.4 Critères de qualité

Ce tableau ne peut toujours pas être rempli.

Critères	Score	Commentaires
Efficiency		
Efficacité		
Durabilité		

### 3.5.5 Exécution budgétaire

Budgétairement et au plan comptable, le taux d'exécution est de 90% au 31/12/2011. Toutefois, ce résultat englobe des dépenses de fonctionnement (voir les lignes budgétaires) et, surtout, il n'y a pas encore de mise en application du cycle.

### 3.5.6 Recommandations

Pas encore de mise en application du cycle.

Recommandations	Source	Acteur	Deadline

DOCUMENT TYPE: Template	DOCUMENT TITLE : Annual report	DOCUMENT OWNER : M. Van Parijs, M&E expert	DATE OF APPLICATION : Q4_2011	VERSION : 2.0
----------------------------	-----------------------------------	---	----------------------------------	------------------

## 4 Thèmes Transversaux

### 4.1 Genre

Sur les quatre cadres nationaux redéployés dans le projet il y a une femme.

Dans toutes les études prospectives faites par le projet, la parité filles garçons au moins dans l'enseignement primaire et maintenant fondamental a toujours été recherchée et des moyens identifiés et chiffrés.

### 4.2 Environnement

Le projet n'a pas pris en compte les questions d'environnement dans ses travaux car la planification est faite à un niveau général. Ce n'est qu'au niveau de la programmation que ces questions peuvent être prises en compte.

## 5 Décisions prises par la SMCL & Suivi

Décisions prises lors de la SMCL de novembre 2010. La SMCL suivante s'est réunie le 8 décembre 2011	Source	Acteur	Timing de décision	État
1. Relogement du projet		CTB et AT du projet	Q1	Fait
2. Le MEB doit arbitrer entre les divergences de vue au sein des assistances techniques		Ministre et Chef de cabinet	Q1	Ouvert
3. Préparer un plan de travail pour les 12 prochains mois au niveau du BPSE		AT du projet	Q1	Fait
4. Davantage de leadership des responsables du MEB dans les travaux relatifs à la planification		Ministre et Directeurs Généraux	Q1	Ouvert
5. Le plan de formation doit tenir compte des initiatives d'autres acteurs en matière de formation		AT du projet	Q1	Fait
6. Les formations doivent être davantage en rapport avec la planification		AT du projet	Q1	Fait
7. Les formations doivent être développées puisque des fonds importants sont disponibles pour cela		AT du projet	Q1	Fait
8. Une motivation financière doit être instituée en faveur des cadres nationaux intervenant systématiquement dans les activités du projet		AT du projet en liaison avec CTB	Q1	Fait

## 6 Leçons Apprises

Leçons apprises	Public cible
1. Il faut modifier rapidement les termes de référence du projet lorsqu'ils apparaissent inadaptés au contexte.	Projet (SMCL)
2. Les acteurs nationaux désignés pour siéger dans la SMCL ne se mobilisent pas facilement. Ils ne suivent donc que de loin le déroulement du projet. Ne faudrait-il pas instituer une motivation si l'on veut améliorer la fréquence et de qualité des travaux de cette structure ?	CTB
3. Il faut éviter les chevauchements de compétence entre projet et assimilés, surtout quand c'est à l'intérieur de la CTB.	CTB
4. Il faut donner davantage de moyens à un projet d'appui institutionnel à l'éducation pour développer des actions : dans ce projet, 85% des crédits auront été consommés pour le fonctionnement du projet.	CTB
5. Le secteur de l'éducation est caractérisé en permanence par une très forte inertie.	Projets, CTB
6. L'absence de leadership de certains responsables nationaux est un handicap important pour l'avancement des travaux des projets et pour l'appropriation des méthodes de travail.	Projets, CTB
7. Les deux ministères du secteur fonctionnent séparément. Il est donc préférable qu'un projet d'appui institutionnel se concentre sur un seul ministère.	CTB



DOCUMENT TYPE: Template	DOCUMENT TITLE : Annual report	DOCUMENT OWNER : M. Van Parijs, M&E expert	DATE OF APPLICATION : Q4_2011	VERSION : 2.0
----------------------------	-----------------------------------	---	----------------------------------	------------------

## 7 Annexes

### 7.1 Cadre Logique

Pas de modification du cadre logique du DTF.

### 7.2 Activités M&E

Une réunion de la SMCL (8 décembre).

### 7.3 Rapport “Budget versus actuels (y – m)”

Voir tableaux ci-après.

DOCUMENT TYPE: Template	DOCUMENT TITLE : Annual report	DOCUMENT OWNER : M. Van Parijs, M&E expert	DATE OF APPLICATION : Q4_2011	VERSION : 2.0
----------------------------	-----------------------------------	---	----------------------------------	------------------

## Budget vs Actuals (Year to Month, by Quarter) of BDI0704411

Project Title : **Appui institutionnel au Ministère de l'Education nationale et de la Culture**

Budget Version : **E01** Year to month : 31/12/2011

Currency : **EUR**

YtM : **Report includes all closed transactions until the end date of the closed closing**

Status	Fin Mode	Amount	2011					Total	Total Exp.	Balance	% Exec
			2010	Q1	Q2	Q3	Q4				
<b>A LES CAPACITÉS DE</b>		<b>188.813,00</b>	<b>87.104,35</b>	<b>15.290,46</b>	<b>23.016,94</b>	<b>5.748,02</b>	<b>24.241,55</b>	<b>68.295,97</b>	<b>166.401,32</b>	<b>33.211,68</b>	<b>82%</b>
01 Le MINEDUC a mis en place		45.628,00	30.198,86	5.738,06	5.778,32	-2.965,65	5.449,94	14.000,67	44.188,63	1.329,47	97%
01 Ateliers pour mis en place		REGIE 1.600,00	71,55						71,55	1.428,45	5%
02 Réfection bureaux + salle		REGIE 8.028,00	2.625,58	2.308,15	3.285,00	-2.190,00	3.285,00	6.688,15	8.813,73	-3.284,73	154%
03 Equipement		REGIE 21.600,00	18.653,90	1.795,91		75,41	152,38	2.023,70	20.877,60	822,40	96%
04 Fournitures de bureau et		REGIE 8.000,00	4.446,05	573,14	617,06	-402,00	603,00	1.391,20	6.887,26	2.162,75	73%
05 Communication (Internet,		REGIE 8.600,00	4.401,78	1.060,86	1.876,26	-449,06	1.409,56	3.897,62	8.288,40	200,60	98%
02 Les compétences de		58.000,00	7.366,52	4.036,49	12.587,05	2.369,82	12.624,24	31.617,60	38.884,12	17.015,88	70%
01 Formation		REGIE 38.000,00	7.366,52	4.036,49	12.587,05		12.624,24	29.247,78	38.814,30	1.385,70	96%
02 Frais de mission		REGIE 18.000,00	0,00			2.369,82		2.369,82	2.388,82	15.630,18	13%
03 Le cycle de planification est		87.084,00	49.538,97	5.515,91	4.651,57	6.343,85	6.167,37	22.678,70	72.217,87	14.866,33	83%
01 Chauffeur		REGIE 12.000,00	3.978,31	804,16	889,42	1.003,03	1.078,06	3.774,67	7.762,88	4.247,02	65%
02 2 véhicules		REGIE 35.287,00	35.297,29		0,00			0,00	35.287,28	-0,29	100%
03 Fonctionnement véhicules		REGIE 22.000,00	8.861,42	1.978,18	1.392,36	2.708,18	2.702,99	8.781,71	17.843,13	4.356,87	80%
04 Ateliers de planification		REGIE 0,00	0,00					0,00	0,00	0,00	?
05 Collecte de l'information et		REGIE 3.600,00	1.401,95			841,13	590,78	1.431,91	2.833,88	666,14	81%
06 Système de		REGIE 14.287,00	0,00	2.733,57	2.369,79	1.791,51	1.795,54	8.690,41	8.880,41	5.596,59	61%
<b>Z MOYENS GÉNÉRAUX</b>		<b>811.387,00</b>	<b>310.516,56</b>	<b>34.574,92</b>	<b>41.251,43</b>	<b>34.984,00</b>	<b>46.129,03</b>	<b>156.939,38</b>	<b>487.465,84</b>	<b>143.931,06</b>	<b>78%</b>
		REGIE 800.000,00	387.820,81	48.886,38	84.288,37	40.732,02	70.370,68	226.238,36	622.867,28	177.142,74	78,00
		COGEST									
		TOTAL 800.000,00	387.820,81	48.886,38	84.288,37	40.732,02	70.370,68	226.238,36	622.867,28	177.142,74	78,00



Budget vs Actuals (Year to Month, by Quarter) of BDI0704411 Printed on 8/02/2012

page: 1

DOCUMENT TYPE: Template	DOCUMENT TITLE : Annual report	DOCUMENT OWNER : M. Van Parijs, M&E expert	DATE OF APPLICATION : Q4_2011	VERSION : 2.0
----------------------------	-----------------------------------	---	----------------------------------	------------------

### Budget vs Actuals (Year to Month, by Quarter) of BDI0704411

Project Title : **Appui institutionnel au Ministère de l'Education nationale et de la Culture**

Budget Version : **E01** Year to month : 31/12/2011  
 Currency : **EUR**  
 YtM : **Report includes all closed transactions until the end date of the closed closing**

	Status	Fin Mode	Amount	2010	2011				Total	Total Exp.	Balance	% Exec
					Q1	Q2	Q3	Q4				
<b>01 Ressources Humaines</b>			<b>668.882,00</b>	283.208,79	33.955,76	41.328,84	32.891,02	45.274,81	153.450,43	<b>438.669,22</b>	122.932,78	78%
01 Assistant Technique		REGIE	648.882,00	277.041,89	33.740,06	38.994,18	35.224,23	42.679,90	150.638,37	427.680,28	122.211,74	78%
02 Responsable administratif		REGIE	8.700,00	6.166,90	215,70	2.334,66	-2.333,21	2.594,91	2.812,06	8.878,98	721,04	93%
<b>02 Equipement</b>			<b>1.632,00</b>	1.532,17						<b>1.632,17</b>	-0,17	100%
01 Equipement RAF		REGIE	1.632,00	1.532,17						1.632,17	-0,17	100%
<b>03 Fonctionnement</b>			<b>3.000,00</b>	641,17		173,14	1.587,53	310,40	2.071,07	<b>2.712,24</b>	287,76	90%
01 Frais de fonctionnement		REGIE	3.000,00	641,17		173,14	1.587,53	310,40	2.071,07	2.712,24	287,76	90%
<b>04 Suivi et évaluation</b>			<b>47.283,00</b>	21.262,62						<b>21.282,82</b>	26.000,38	45%
01 Suivi technique CTB		REGIE	0,00	0,00						0,00	0,00	0%
02 Evaluation finale		REGIE	47.283,00	21.262,62						21.282,82	26.000,38	45%
03 Consultance ponctuelle		REGIE	0,00	0,00						0,00	0,00	0%
<b>05 TVA "PRISE EN COMPTE"</b>			<b>0,00</b>	3.871,81	619,16	-250,55	505,45	543,82	1.417,88	<b>6.288,89</b>	-5.289,69	0%
01 TVA "prise en compte"		REGIE	0,00	3.871,81	619,16	-250,55	505,45	543,82	1.417,88	6.288,89	-5.289,69	0%
<b>99 Conversion rate adjustment</b>			<b>0,00</b>	0,00	0,00	0,00			0,00	<b>0,00</b>	0,00	0%
98 Conversion rate adjustment		REGIE	0,00	0,00	0,00	0,00			0,00	0,00	0,00	0%
		REGIE	800.000,00	387.820,91	48.886,38	64.288,37	40.732,02	70.370,68	226.236,36	622.867,28	177.142,74	78,00
		COGEST										
		<b>TOTAL</b>	<b>800.000,00</b>	<b>387.820,91</b>	<b>48.886,38</b>	<b>64.288,37</b>	<b>40.732,02</b>	<b>70.370,68</b>	<b>226.236,36</b>	<b>622.867,28</b>	<b>177.142,74</b>	<b>78,00</b>

Budget vs Actuals (Year to Month, by Quarter) of BDI0704411 Printed on 8/02/2012

page: 2

TYPE:	DOCUMENT TITLE : Annual report	DOCUMENT OWNER : M. Van Parijs, M&E expert	DATE OF APPLICATION : Q4_2011	VERSION : 2.0
-------	-----------------------------------	---	----------------------------------	------------------

## 7.4 Bénéficiaires

**Premier type de bénéficiaires** : les cadres redéployés dans le projet.

Bien qu'ils n'aient rejoint le projet en moyenne qu'au deuxième semestre de 2010, les cadres nationaux redéployés sont les premiers bénéficiaires des interventions :

- Concrètement, ils travaillent dans un environnement nettement plus propice à une bonne efficacité qu'auparavant : bureaux complètement équipés, disponibilité d'un ordinateur portable pendant toute la durée du projet, déplacements facilités, etc. De plus, ils utilisent les possibilités d'internet pour accéder à des connaissances liées à leur travail.
- S'ils s'impliquent de plus en plus dans les réunions, leur implication dans les processus de décision se fait indirectement par la constitution de dossiers en collaboration avec l'AT.
- Leurs attentes sont de plus en plus prises en compte en matière de formations « classiques » : stage sur les tableurs et stage de formation à la planification à l'UNESCO/Paris.
- Leur satisfaction par rapport à l'intervention se mesure dans leurs relations avec l'AT.

**Deuxième type de bénéficiaires** : les partenaires internationaux.

Les nombreux contacts pris avec les acteurs intervenant dans l'éducation lors des recensements de leurs activités ont montré que ceux-ci étaient très intéressés par les informations qui sont publiées par le projet à partir des renseignements collectés. Cette publication est soit générale soit à la demande des partenaires. Ils peuvent ainsi mieux cibler leurs interventions.

**Troisième type de bénéficiaires** : les responsables ministériels.

Ils ont progressivement pris conscience de la valeur ajoutée qu'apportait le projet. Ils demandent de plus en plus d'informations au projet.

## 7.5 Planification opérationnelle Q1-2012

### Financial Planning of BDI0704411

Project Title : **Appui institutionnel au Ministère de l'Education nationale et de la Culture**

Fin Plan Version: **2012Q1**  
 Budget Version: **E01**  
 Donor: **DGD**  
 Currency: **EUR**

Amounts in 1000 EUR

	Status	Fin Mode Budget	TTY-1	Balance	2012				Total	2013 to end	Est. end Proj. Bal.	Est. % excec.	
					Q1	Q2	Q3	Q4					
<b>A LES CAPACITÉS DE PLANIFICATION,</b>			188,62	155,39	33,23	56,85	9,95	4,81	0,00	71,62	0,00	-38,39	120%
01 Le MINEDUC a mis en place un			45,53	44,20	1,33	0,99	5,42	3,61	0,00	10,02	0,00	-8,69	119%
01 Ateliers pour mis en place du	REGIE		1,50	0,07	1,43	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1,43	5%
02 Réfection bureaux + salle de	REGIE		6,03	9,31	-3,28	0,00	3,29	2,19	0,00	5,48	0,00	-8,76	245%
03 Equipement (photocopieuse,	REGIE		21,50	20,68	0,82	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,82	96%
04 Fournitures de bureau et	REGIE		8,00	5,84	2,16	0,70	0,75	0,50	0,00	1,96	0,00	0,21	97%
05 Communication (Internet,	REGIE		8,50	8,30	0,20	0,29	1,38	0,92	0,00	2,59	0,00	-2,39	128%
02 Les compétences de			56,00	38,98	17,02	51,44	1,48	0,00	0,00	52,92	0,00	-35,90	164%
01 Formation	REGIE		38,00	36,61	1,39	14,71	0,00	0,00	0,00	14,71	0,00	-13,32	135%
02 Frais de mission	REGIE		18,00	2,37	15,63	36,74	1,48	0,00	0,00	38,22	0,00	-22,59	225%
03 Le cycle de planification est mis			87,09	72,21	14,88	4,42	3,05	1,20	0,00	8,67	0,00	6,21	93%
01 Chauffeur	REGIE		12,00	7,75	4,25	0,73	0,65	0,00	0,00	1,38	0,00	2,87	76%
02 2 véhicules	REGIE		35,30	35,30	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	100%
03 Fonctionnement véhicules	REGIE		22,00	17,64	4,36	1,25	0,40	0,00	0,00	1,65	0,00	2,71	88%
04 Ateliers de planification	REGIE		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7%
05 Collecte de l'information et suivi	REGIE		3,50	2,83	0,67	0,65	0,20	0,00	0,00	0,85	0,00	-0,18	105%
06 Système de contractualisation	REGIE		14,29	8,69	5,60	1,79	1,80	1,20	0,00	4,79	0,00	0,81	94%
<b>Z MOYENS GÉNÉRAUX</b>			611,38	467,45	143,93	35,07	32,41	0,34	0,00	67,82	0,00	76,11	88%
01 Ressources Humaines			559,59	436,66	122,93	34,91	30,21	0,34	0,00	65,46	0,00	57,48	90%
01 Assistant Technique	REGIE		549,89	427,68	122,21	34,79	31,00	0,00	0,00	65,79	0,00	56,42	90%
02 Responsable administratif et	REGIE		9,70	8,98	0,72	0,12	-0,79	0,34	0,00	-0,33	0,00	1,05	89%
02 Equipement			1,53	1,53	0,00	0,00	0,10	0,00	0,00	0,10	0,00	-0,10	107%
	REGIE		800,00	622,84	177,16	91,92	42,36	5,15	0,00	139,44	0,00	37,73	95%
	COGEST												
	TOTAL		800,00	622,84	177,16	91,92	42,36	5,15	0,00	139,44	0,00	37,73	95%



DOCUMENT TYPE: Template	DOCUMENT TITLE : Annual report	DOCUMENT OWNER : M. Van Parijs, M&E expert	DATE OF APPLICATION : Q4_2011	VERSION : 2.0
----------------------------	-----------------------------------	---	----------------------------------	------------------

## Financial Planning of BDI0704411

Project Title : **Appui institutionnel au Ministère de l'Education nationale et de la Culture**

Fin Plan Version: **2012Q1**  
 Budget Version: **E01**  
 Donor: **DGD**  
 Currency: **EUR**

### Amounts in 1000 EUR

	Status	Fin Mode	Budget	TIY-1	Balance	2012				Total	2013 to end	Est. end Proj. Bal.	Est. % exec.
						Q1	Q2	Q3	Q4				
01 Equipement RAF (ordinateur,		REGIE	1,53	1,53	0,00	0,00	0,10	0,00	0,00	0,10	0,00	-0,10	107%
<b>03 Fonctionnement</b>			3,00	2,71	0,29	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,29	90%
01 Frais de fonctionnement RAF		REGIE	3,00	2,71	0,29	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,29	90%
<b>04 Suivi et évaluation</b>			47,26	21,26	26,00	0,00	2,00	0,00	0,00	2,00	0,00	24,00	49%
01 Suivi technique CTB		REGIE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7%
02 Evaluation finale		REGIE	47,26	21,26	26,00	0,00	2,00	0,00	0,00	2,00	0,00	24,00	49%
03 Consultance ponctuelle (Audit		REGIE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7%
<b>05 TVA "PRISE EN COMPTE"</b>			0,00	5,29	-5,29	0,16	0,10	0,00	0,00	0,26	0,00	-5,55	7%
01 TVA "prise en compte"		REGIE	0,00	5,29	-5,29	0,16	0,10	0,00	0,00	0,26	0,00	-5,55	7%
<b>99 Conversion rate adjustment</b>			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7%
98 Conversion rate adjustment		REGIE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7%
		REGIE	800,00	622,84	177,16	91,92	42,36	5,15	0,00	139,44	0,00	37,73	95%
		COGEST											
		<b>TOTAL</b>	800,00	622,84	177,16	91,92	42,36	5,15	0,00	139,44	0,00	37,73	95%

